

Présidentielle 2016. Disqualification d'Ali Bongo

La société civile en rang de bataille

**Orca Boudiandza
Mouele**

La pression monte. Nul ne sait ce qu'il adviendra du pays. Les positions sont tranchées et toutes les parties sont désormais décidées à se livrer une guerre sans merci. D'un côté, Ali Bongo qui jure par tous les moyens de se maintenir au pouvoir et de l'autre, les partis de l'opposition et la société civile libre qui comptent tout mettre en œuvre pour faire respecter la Constitution de la République.

Dans cette optique, en s'inspirant du mouvement de la révolution du Burkina-Faso (Le Balai citoyen), les mouvements associatifs gabonais ont mu en un seul corps pour faire barrage au maintien d'une forfaiture à la tête du pays. Jean-Rémy Yama, Marc Ona Essangui, Aminata Ondo, Noël Boundzanga, Enrique Mouloungui, George Mpaga, Keurtice-E, Pr Ondo Ossa, Amiss Kombo et bien d'autres, ont décidé de multiplier les actions de protestation pour l'invalidation de la candidature d'Ali Bongo et le respect de la loi.



Amina Ondo appelle les femmes à prendre part au combat de libération du Gabon.

Ainsi, après avoir tenu une première rencontre (le 25-juin dernier) au Rond-point de la Cité de la démocratie, les mouvements de la société civile, vont se retrouver à nouveau, le samedi 02 juillet pour une rencontre annoncée explosive. Au cours de cette rencontre qui aura lieu au nouveau lieu de la

contestation (enceinte privée au Rond-point de la cité de la démocratie), les acteurs de la société civile vont essentiellement appeler les femmes à se mobiliser et se mettre à l'avant-garde des mouvements de protestation. D'où le thème : « *Femme, lève-toi* ». Si par ces actions qu'ils veulent ins-



Ces jeunes, bras levés, s'engagent pour la libération du pays.

crire dans la durée et sur le terrain, la société civile sonne le tocsin de la lutte de contestation pour l'invalidation de la candidature d'Ali Bongo, il demeure qu'une grande partie du peuple et de nombreux acteurs politiques traî-

nent le pas. Or, de plus en plus, les signes d'un coup d'Etat électoral se font jour. Chacun est désormais appelé à prendre ses responsabilités, il y va du destin collectif.

Conseil supérieur de la Magistrature